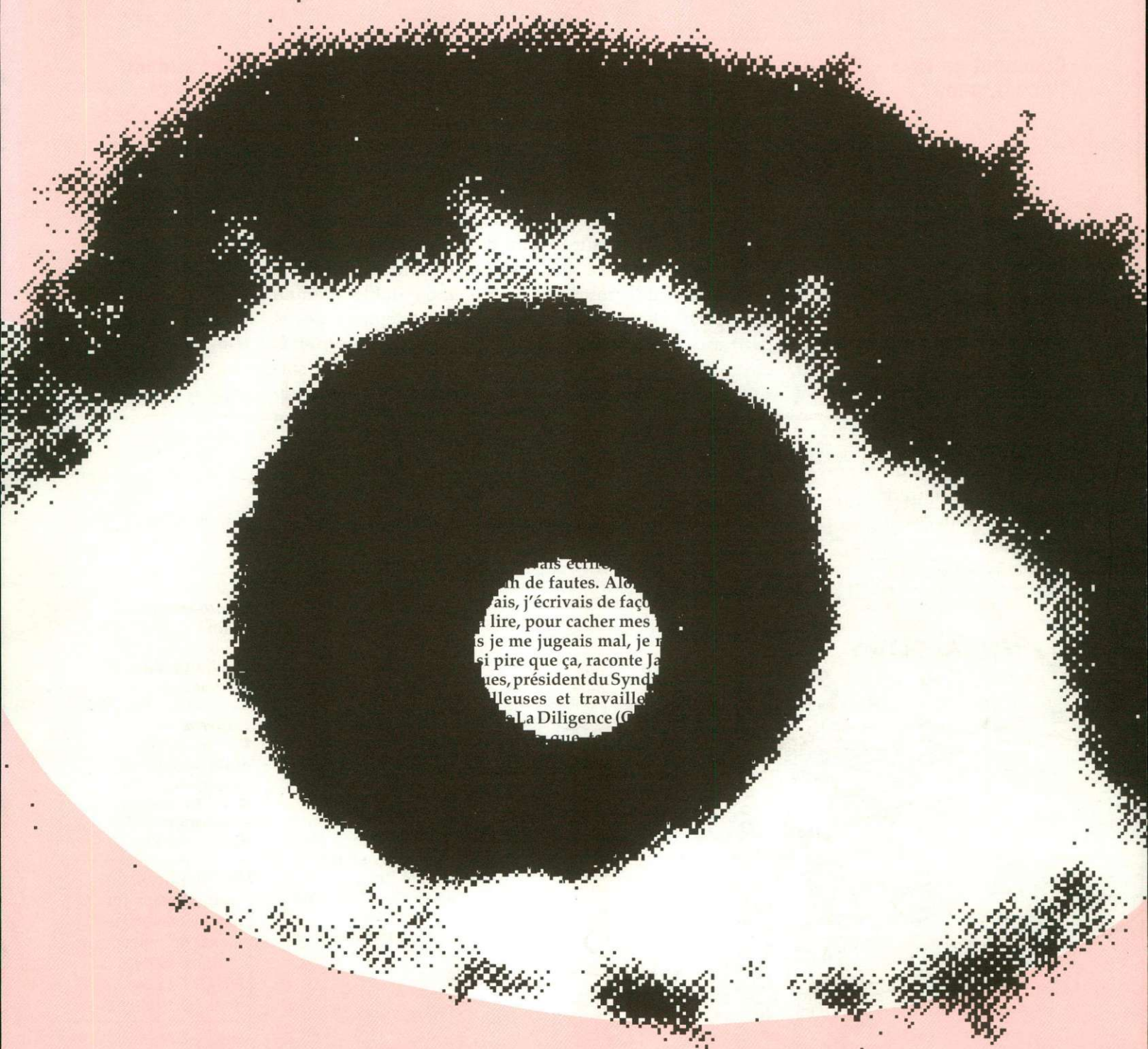


NOUVELLES

CSN

Numéro 348

16 octobre
1992



ais écrire
n de fautes. Al
ais, j'écrivais de fa
lire, pour cacher mes
s je me jugeais mal, je r
si pire que ça, raconte Ja
ues, président du Syndi
leuses et travaille
La Diligence (C
que t

Analphabétisation

Comment ça va à l'école, papa?

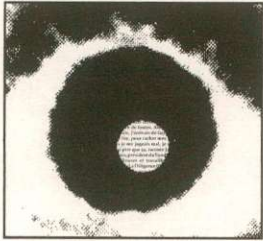
3

6

8

11

12



Comment ça va à l'école, papa?

Selon une récente enquête de la CSN, un pourcentage important de nos membres éprouvent un minimum de difficultés à remplir des tâches courantes de la vie quotidienne reliées à la lecture ou au calcul. Certains ont déjà pris conscience du problème et ont décidé d'y voir, de concert avec leur employeur, les Autobus Diligence de Sainte-Adèle.



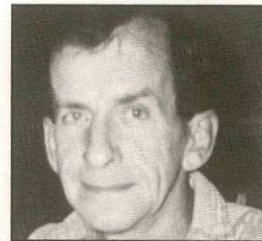
Qualité totale pour robots?

«Qualité totale», une nouvelle mode qui fait bien l'affaire des patrons du réseau des affaires sociales... jusqu'à ce que le personnel demande en retour un certain partage du pouvoir...



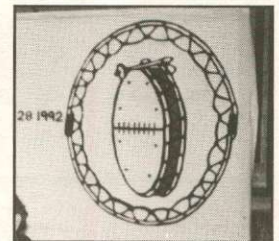
Montréal: un moteur à bout de souffle

Organisé par le Conseil central du Montréal métropolitain, un forum sur l'avenir de Montréal qui a servi de creuset à un bouillonnement d'idées et de réflexions pour mieux comprendre les défis qui confrontent la métropole.



Steinberg ne vend pas d'oreilles!

«Des oreilles, on ne trouve pas ça au Steinberg!», lance Normand Marcotte, 49 ans, un électricien aux Aciers inoxydables Sammi Atlas depuis 27 ans, et qui commence lui-même à souffrir de surdité. «Si on peut sauver ça aux jeunes...» Il en sera question au colloque sur le bruit en milieu de travail, organisé par la CSN, les 5, 6, et 7 novembre.



Référendum: humour et méfiance chez les Cris

Compte-rendu d'une visite de Gérald Larose chez les Cris de Chisasibi, qui tenaient une assemblée pour étudier les offres constitutionnelles de Charlot-tetown.



Coordination
Jean-Pierre Paré
(514-598-2159)

Photographe
Alain Chagnon

Rédaction
Michel Crête
Guy Ferland
Louis-Serge Houle
Henri Jalbert
Thérèse Jean
Marc Laforge
Luc Latraverse
Lucie Laurin
Jean-Pierre Paré
Michel Rioux
Jacqueline Rodrigue

Caricaturiste
Garnotte

Collaborations
Jacques Guay
Michel Tremblay
Clément Trudel
Pierre Vadeboncoeur

Impression
Les travailleurs et travailleuses syndiqués CSN de L'Imprimerie L'Éclaireur de Beauceville

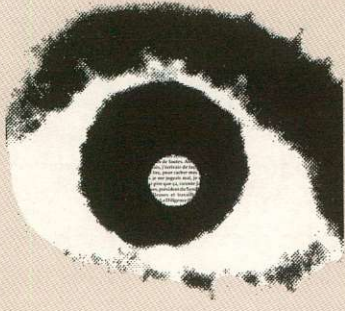
Les syndicats ont l'autorisation (et notre encouragement) de reproduire le contenu de NOUVELLES CSN dans leur journal.

Conception graphique
Jean Gladu

Mise en page électronique
Jean Gladu
Sophie Marcoux
Jean-Pierre Paré

NOUVELLES CSN est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux. Publié à tous les quinze jours, il est tiré à 32,000 exemplaires et distribué gratuitement dans les syndicats de la CSN à travers le Québec, à raison d'un exemplaire par dix membres, en principe. Pour recevoir des copies supplémentaires: CSN adressage, 1601 de Lorimier, Montréal H2K 4M5.

Rédaction: 514-598-2159 Distribution: 514-598-2233
Numéro central: 598-2121



Comment ça va à l'école, papa?

Par Jacqueline Rodrigue

«Moi, je savais écrire, mais je faisais plein de fautes. Alors, quand j'écrivais, j'écrivais de façon difficile à lire, pour cacher mes fautes. Mais je me jugeais mal, je n'étais pas si pire que ça, raconte Jacques Forgues, président du Syndicat des travailleuses et travailleurs des Autobus La Diligence (CSN). Je ne pensais pas que tout le monde autour de moi faisait des fautes comme moi. Quand nous avons constaté que finalement, on était plusieurs à vivre le même problème, cela a créé une nouvelle solidarité entre nous, un encouragement à s'entraider. Tout le monde ensemble, nous allions réussir. Suivre ensemble ces cours, cela a changé le climat dans le syndicat, car on se connaît plus comme individus.»

«Quand on ne se sent pas à l'aise pour écrire, on limite nos interventions verbales aussi. Par exemple: dans les instances de la CSN, je craignais de faire des propositions parce que j'avais peur que l'on me demande de les soumettre par écrit. Alors, je demandais à un ami de longue date, qui allait lui aussi dans les instances, de les écrire pour moi. Mais c'est difficile, car lorsque l'on a de la difficulté à écrire, on n'aime pas non plus s'exprimer verbalement devant les assemblées, les mots nous manquent», poursuit Jacques Forgues.

Quand il a commencé à travailler aux Autobus Diligence, à Sainte-Adèle, il y a quatorze ans, on n'y avait pas vraiment d'exigences de scolarité, pour devenir chauffeur d'autobus. *«Ce que l'on nous demandait, c'était notre permis de conduire et ça, je l'avais.»* Bien sûr, pour être chauffeur d'autobus, il faut savoir lire et écrire, car un chauffeur doit lire la liste des étudiants, ainsi que leurs adresses pour pouvoir aller les chercher et les conduire. Ils doivent donc pouvoir suivre correctement les indications routières. Également, ils ont des rapports à remplir. *«Mais nos connaissances sont suffisantes, car on n'a rien de compliqué à faire»,* explique Jacques Forgues.

Ce syndicat du transport scolaire de Sainte-Adèle compte 25 membres. Une quinzaine d'entre eux, dont trois conjointes et conjoints, ainsi que l'employeur, entreprenaient, en février 1992, une formation de base d'une durée équivalente à 2,000 heures de cours dans le but d'obtenir un certificat d'études secondaires, soit leur diplôme de secondaire V.

Le début d'un projet

Un concours de circonstances a amené ce syndicat à s'intéresser grandement à la formation de base. À l'époque, dans les diverses instances de la CSN, on abordait beaucoup cette problématique et, en même temps, à Sainte-



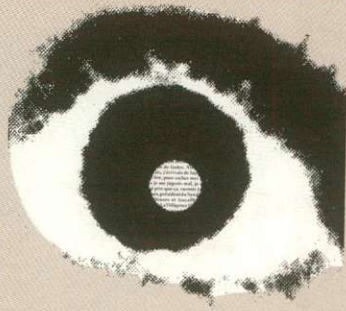
Jacques Forgues

Marguerite, non loin de Sainte-Adèle, un autre groupe d'employés de transport scolaire avait entrepris une telle formation. *«Tout ça a fait boule de neige et rapidement, nous avons pu mettre sur pied, pour nous, un tel projet»,* d'expliquer Jacques Forgues.

Du courage et de la volonté

Pour arriver à concrétiser ce projet, il aura fallu l'initiative du syndicat. Après le «bouche à oreille» pour recruter les membres nécessaires à la mise en place du cours, c'est un local faisant office de classe que le syndicat devait trouver, la commission scolaire ne disposant plus d'un nombre suffisant de locaux. En tout premier lieu, le syndicat s'est tourné vers le conseil municipal. *«Nous voulions la salle du conseil, mais ils ne la passent plus. Finalement, nous avons fait une entente avec un restaurant du coin qui nous a fourni la salle»,* explique Jacques Forgues.





C'est ainsi que pendant près de 8 heures par semaine, soit tous les mardis de 9h30 à 13h30 et les mercredis de 18h30 à 22h00, le groupe s'est réuni dans cette salle de classe pour réapprendre ou parfaire leurs connaissances de l'alphabet, de la grammaire, des mathématiques, de la géographie, etc. *«C'est certain que c'est exigeant car nous commençons nos journées très tôt, mais on a entré ça dans notre routine. Moi, je pars à 6h25 chaque matin avec mon autobus. Comme nous avons des heures coupées — car nous reprenons le travail vers la fin de l'après-midi — nous avons pu tenir compte de notre horaire de travail pour fabriquer celui des cours. Toutefois, ceux qui ont une «run» de maternelle manquent une heure de cours à chaque mardi.»*



Depuis quelque temps sont apparus sur nos routes des panneaux de signalisation lumineux pour annoncer des travaux de construction ou de rénovation. Ces nouveaux panneaux, qui sont plus difficiles à lire que les panneaux de signalisation traditionnels, deviennent carrément indéchiffrables pour des personnes qui éprouvent des difficultés de lecture lorsque, en plus, le message annoncé ne cesse de se modifier, en se déroulant phrase par phrase, en même temps que la conduite automobile se poursuit.

Des résultats immédiats

Maintenant, Jacques Forgues n'hésite plus à écrire. Il y prend même un grand plaisir, pas seulement au travail, mais aussi dans sa vie privée. Son dictionnaire ne le quitte plus. C'est devenu pour lui un nouvel instrument de travail qu'il n'hésite plus à consulter s'il ne connaît pas ou doute de l'orthographe d'un mot.

Pour sa part, Denis Aubuchon, l'employeur des Autobus La Diligence, reconnaît que ces cours ont déjà porté des fruits, également au travail. *«Les chauffeurs doivent nous remettre un rapport quotidien intitulé "Ronde de sécurité" qui porte sur l'état de leur véhicule. Maintenant, je n'ai plus besoin d'aller les voir pour savoir ce qu'ils ont écrit. Les rapports sont nettement plus faciles à comprendre. Ainsi, on perd moins de temps et on réduit les risques d'erreurs, donc d'accidents»*, de déclarer monsieur Aubuchon.

Ouvrir des portes

Certains, sans avoir suivi le cours, ont obtenu immédiatement leur certificat d'études. Avant de commencer les cours, les futurs étudiants doivent passer un test pour déterminer leur niveau de connais-

sances et, par conséquent, le contenu des cours. Pour certains, ce test leur aura permis d'obtenir immédiatement la reconnaissance de leurs qualifications, bien qu'ils n'eussent pas complété auparavant leurs études secondaires. Par exemple: l'obtention de ce certificat pourra permettre à ceux qui le désirent, et qui en auront l'occasion, de s'orienter dans d'autres domaines sur le marché du travail.

Mais cette formation contribue largement à enrichir le milieu de travail, la vie privée et la vie syndicale. Dans ce cours, une partie de l'apprentissage est effectuée par le jeu. Ainsi, le président du syndicat a créé, au sein de ces jeux questionnaires, une catégorie syndicale dans laquelle on retrouve des questions tant sur la CSN que sur la fédération à laquelle ses membres sont affiliés, la FEESP, que sur le conseil central, ce qui contribue à mieux faire comprendre la structure de la CSN et ses champs d'intervention et ce, tout en améliorant ses connaissances en lecture et en écriture. *«Comme agent de grief dans mon syndicat, il va sans dire que ces cours m'aident énormément»*, de nous dire Jacques Forgues.

«Apprendre, ça réveille la mémoire et ça donne le goût d'apprendre plus encore. Moi, avec ces cours, et avec tous les débats que nous avons à la CSN sur la formation professionnelle, je veux que notre syndicat s'implique dans divers projets de formation. Par exemple: dans notre métier, ce serait important d'avoir des cours de premiers soins, des cours de psychologie pour intervenir auprès des enfants. De jeunes enfants et des adolescents, ça ne se traite pas de la même façon. Ce serait important aussi d'avoir de la formation sur la réglementation relative à notre secteur. Avec une telle formation, ce serait plus facile de faire notre ouvrage. Mais on ne doit pas nous traiter comme des enfants d'école et nous imposer cette formation. On doit nous consulter», de commenter Jacques Forgues.

La plus grande des motivations: la fierté

L'apprentissage auquel se soumettent les membres du syndicat a certainement modifié un certain nombre de choses dans leur vie, mais la plus grande motivation et satisfaction demeure la fierté personnelle. *«Pouvoir enfin dire que nous aussi, on aura un diplôme d'études. Pouvoir enfin écrire à sa blonde, à ses enfants, et pour son travail, sans cacher ses fautes.*

Pouvoir dire oui, ça va bien, à nos enfants qui nous demandent: comment ça va à l'école, papa?», d'expliquer avec beaucoup d'émotion Jacques Forgues.

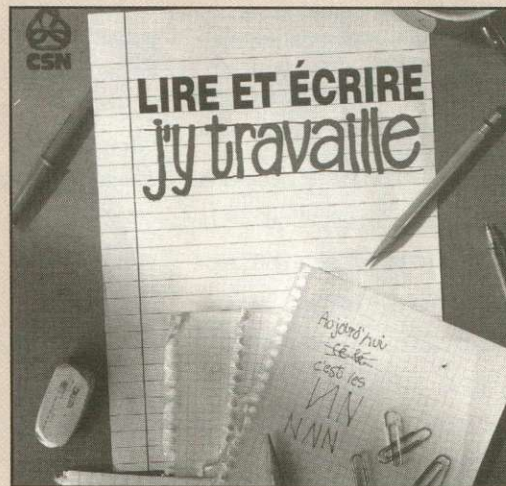
Trente dollars de trop...

Au retour en classe, en septembre dernier, le groupe des Autobus La Diligence apprenait par le professeur que, dorénavant, chaque étudiant devrait déboursier \$30 pour suivre les cours. C'est avec véhémence que Jacques Forgues s'en prend à la commission scolaire. «*Ils nous ont dit que c'étaient des frais inhérents, mais qu'est-ce que ça veut dire, ça? Ce ne sont pas toutes les commissions scolaires qui chargent de tels frais. Pourquoi font-ils ce choix qui désavantage plusieurs personnes de la région qui ont de faibles revenus, mais qui ont mis des énergies et de l'espoir dans ces cours?, de questionner Jacques Forgues. Que ce soit pour nos membres ou pour d'autres personnes, ces frais sont injustes. Ce n'est pas de notre seule faute si un jour, nous avons décroché du système scolaire. Mais aujourd'hui, nous voulons reprendre où nous avons abandonné. C'est également un devoir de la société de nous éduquer: nous payons des impôts et des taxes scolaires comme les autres. Quand je pense notamment à ce couple que je connais dont chacun gagne le salaire minimum, qui ont toutes les difficultés à boucler leur budget, je trouve ça scandaleux qu'on leur demande de fournir un \$30.00 chacun qu'ils n'ont pas. De les forcer ainsi, à nouveau, à abandonner l'idée de s'ins-*

truire. La commission scolaire doit revenir sur sa décision et cesser de répondre à ceux qui s'objectent à payer ces frais que, de toute façon, elle n'a pas besoin d'eux, car elle a suffisamment d'autres clientèles», de s'exclamer Jacques Forgues.

Syndicalisme et formation

Cette expérience en cours au Syndicat des travailleuses et travailleurs des



Autobus La Diligence confirme bien un des résultats obtenus lors de l'enquête menée par la CSN sur les besoins en formation de base parmi ses membres. On y découvre notamment que 90% des répondants estiment souhaitable que les syndicats fassent des démarches en vue de mettre sur pied des cours afin que les employés puissent améliorer leurs connaissances en lecture et en écriture.

«*Enfin, on en a toujours à apprendre», de conclure Jacques Forgues.*



En avril 1991, la CSN publiait une brochure sur l'analphabétisme «*Lire et écrire, j'y travaille*». Produite par le Service de recherche, en collaboration avec le Service de l'information, cette brochure reprend l'essentiel des recherches sur l'analphabétisme et se veut un outil pour sensibiliser les syndicats à cette réalité. Nous y retrouvons également les positions déjà adoptées par la CSN sur l'analphabétisme, dans sa plate-forme en éducation.

La formation de base à la CSN

À l'automne 1991 et à l'hiver 1992, le Service de recherche de la CSN a mené une enquête sur les besoins en formation de base dans certains milieux de travail. Le rapport de cette enquête a été déposé le 29 septembre dernier au Conseil fédéral. Cette enquête a été menée dans six syndicats de la CSN, dans les secteurs suivants: municipal, agro-alimentaire, centre hospitalier, papetière, métallurgie et construction.

Les chiffres

Selon les auteurs de cette enquête, 28,5% des personnes travaillant dans ces milieux, en moyenne, ne peuvent pas remplir les tâches courantes de la vie quotidienne reliées à la lecture et au calcul. Ces chiffres grimpent jusqu'à 40% dans certains secteurs.

L'urgence d'agir

Ces chiffres démontrent à quel point il est urgent

d'agir en matière de formation de base, notamment dans un contexte où les transformations dans l'organisation du travail sont nombreuses. Comme le soulignent les auteurs de cette recherche: «*L'autonomie, la créativité, la flexibilité, la capacité d'adaptation sont des qualités de plus en plus recherchées et à développer auprès de la main-d'oeuvre. Les tâches simples ou à exigences principalement physiques sont moins nombreuses, et même en voie de disparition dans de larges domaines*».

Recommandations

Les délégués au Conseil fédéral ont voté huit recommandations afin d'intervenir sur la formation de base pour les membres de la CSN. Ces recommandations visent à promouvoir, en milieu de travail, l'amélioration des connaissances en lecture, écriture et calcul, notamment en favorisant les efforts de négociation de dispositions sur la formation dans les conventions collectives.

Qualité totale pour robots?

Par Henri Jalbert

La nouvelle mode apparue avec le concept de «qualité totale» fait bien l'affaire des directions d'hôpitaux qui, dans un contexte de coupures budgétaires draconiennes, l'exploitent à fond pour maximiser l'utilisation du personnel. Mais lorsque celui-ci demande en retour un certain partage du pouvoir et d'être véritablement consulté sur l'organisation du travail, ce n'est plus du tout la même chanson... L'exemple de la Cité de la santé de Laval.

Un comité portant sur un programme d'appréciation de la qualité, formé de représentants de la direction et des syndicats, y fut mis sur pied l'an dernier dans le but de préparer une semaine sur la qualité totale, qui fut tenue en mai de cette année.

Cependant, après la tenue de cette semaine, le comité «patronal-syndical» fut dissous. Un nouveau comité fut alors mis en place, mais qui ne comptait plus de représentants syndicaux, ces derniers se retrouvant au sein d'un sous-comité... pour étudier les suggestions du personnel.

«C'est un peu comme si on nous faisait croire que l'on participait, alors que dans les faits notre participation se limitait à l'organisation d'une semaine thématique, confie Réal Petit, technicien de laboratoire, qui fut le représentant du syndicat des techniciennes au comité de départ. Il s'est fait de la

sensibilisation, c'est sûr, mais ça s'est arrêté là. C'est limité!»

«On n'est pas des robots!»

Autre démonstration qui laisse voir à quel point, pour les directions hospitalières, la qualité totale, ça peut n'être qu'une façade.

«Dans le secteur privé, à cause de la concurrence, tu as plus ou moins le choix. Pour demeurer compétitif, il te faut produire plus et de meilleure qualité. Alors, tu impliques ton monde plutôt que de les noyer dans une hiérarchie. Tu crées des équipes responsables, tu favorises ainsi un milieu de travail sain et les travailleurs se sentent valorisés dans leur travail», poursuit Réal Petit.

Cette vision qu'il se fait de la qualité totale du secteur privé — notons que les réalisations y sont encore bien limitées —, il l'explique surtout pour mieux faire comprendre à quel

point les travailleuses et travailleurs du secteur public sont encore loin de ça. «Dans le secteur privé, ça fonce; dans le secteur public, ça suit de peine et de misère!»

«Dans les grosses compagnies privées, on intéresse, on motive les gens. Ici, nous avons une hiérarchie établie dans le béton. Chaque fois qu'il y a un coût, on regarde à court terme. Dans le privé, on donne de l'information, on investit dans la formation. Dans le public, c'est le contraire... ça menace trop le monde (les cadres)!

«Il nous faut plus de motivation, plus de valorisation. On n'est pas des robots de huit à quatre. Ce qu'on réclame, c'est de travailler conjointement pour améliorer la qualité des services aux bénéficiaires, pour améliorer le sort du monde.»

Reconnaissance et autonomie

La direction de la Cité de la santé ne chercherait-elle, dans les faits, qu'à favoriser une utilisation maximale du personnel, en faisant de la qualité totale un concept de management?

«Ilya une condition-

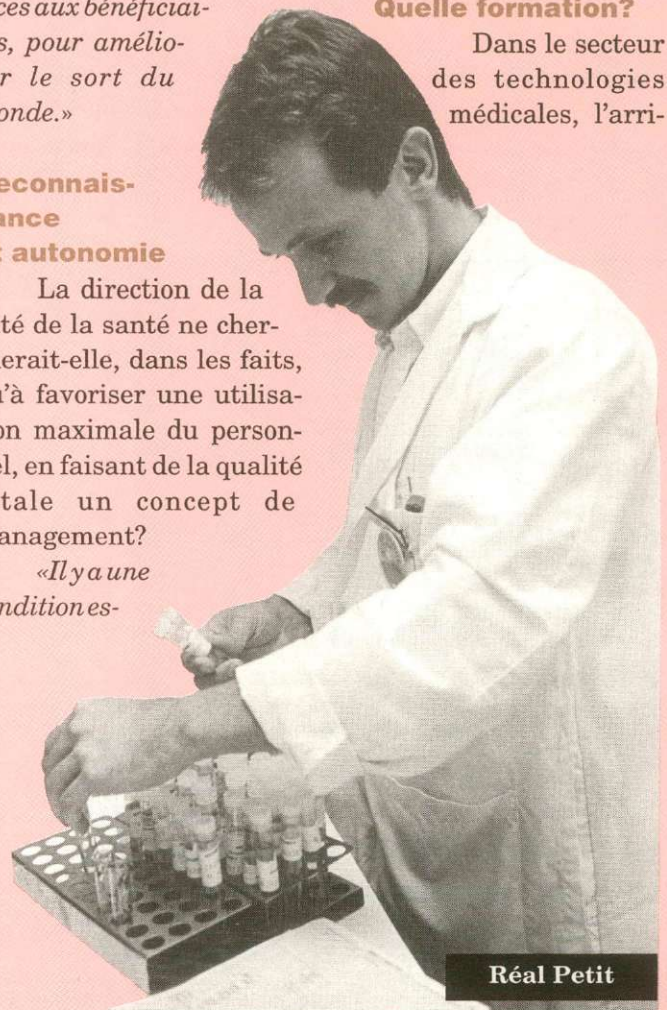
sentielle pour que ça marche, souligne la présidente du syndicat des techniciennes, Johanne Gravel. Il faut une participation à tous les niveaux et non pas uniquement subir les effets du changement. Les cadres administratifs ne tripent pas fort sur ça. C'est leur pouvoir qui est en jeu.»

«Les directions n'en sont pas encore à faire confiance à leur personnel, lance-t-elle. Il faut que les techniciennes, qui jouent un rôle important dans l'établissement des diagnostics de santé, obtiennent une reconnaissance et une réelle autonomie dans leur travail. Où trouverons-nous la motivation si nous ne sommes jamais impliquées dans l'organisation de notre travail?»

La formation?

Quelle formation?

Dans le secteur des technologies médicales, l'arri-



Réal Petit

vée de nouveaux appareils est chose courante. Par contre, la formation fait parfois cruellement défaut: bel exemple du manque de considération pour le personnel que



l'obligation souvent faite au personnel d'apprendre... sur le tas. C'est ainsi qu'il y a des cas, comme le soulignait

Chantal Hallée, technicienne en électrophysiologie médicale, où la formation semble une chose tout à fait secondaire.

La formation sur un nouvel appareil est souvent faite par le représentant de la compagnie, qui installe le programme tel que désiré et qui prend 45 minutes pour montrer comment ça fonctionne, en laissant un livret d'instruction souvent rédigé en anglais.

Résultat: elles sont une ou deux à savoir faire fonctionner les nouveaux appareils. Et ce n'est que lorsqu'elles ont une petite heure de répit qu'elles peuvent en montrer le manie- ment aux autres.

Un cheval de bataille

Les techniciennes médicales ont fait de l'organisation du travail, des changements technologiques et de la formation un véritable cheval de bataille, à l'approche de la prochaine négociation du secteur professionnel des technologies médicales.

«On nous laisse trop souvent sous l'impression que nous sommes des exécutantes», mentionne Johanne Gravel. Il va falloir qu'on cesse de subir continuellement les décisions et qu'on prenne vraiment les devants dans l'organisation de notre travail.»

Partager le pouvoir



Pour Mathias Rioux, éditeur du magazine *L'avenir* et conféren-

cier recherché sur les questions touchant la gestion des ressources humaines, il n'y a pas de doute: les syndicats sont incontournables sur cette question.

Reprenant pour *Nouvelles CSN* une partie des propos qu'il tenait au forum sur la gestion participative à la Cité de la santé de Laval, il n'hésite pas à lancer quelques flèches aux directeurs généraux des établissements hospitaliers.

«Un des problèmes majeurs dans le réseau de la santé, c'est que plusieurs directeurs généraux n'ont pas la formation pour gérer les hôpitaux. Ce sont de véritables gestionnaires qu'il faut. Or, dans plusieurs cas, ces postes sont occupés par des médecins, qui ne sont pas formés pour gérer, mais pour donner des soins.»

Le pouvoir médical en prend aussi pour son rhume, quand il évoque la gestion bicéphale des établissements de santé — pouvoir médical versus pouvoir administratif. «Qu'on se rappelle que les médecins n'ont pas mis de temps à descendre dans la rue, lorsque le ministre Marc-Yvan Côté a voulu toucher à leur pouvoir, dans son projet de réforme de la santé.» Et le ministre s'est finalement incliné devant le pouvoir des médecins.

Le concept de la qualité totale implique également des changements importants dans les relations de tra-

«Il ne peut y avoir une recherche de la qualité totale — donc de services de santé de qualité — à l'intérieur des établissements de santé sans la participation des syndicats, sans établir avec les employé-es une relation basée sur le respect et la confiance.»

vail. Il est entre autres nécessaire que l'administration devienne limpide, transparente, si on veut créer un climat de confiance.

«Ne pensons pas à réa-

liser la qualité totale en gardant la structure de gestion actuelle, on risque d'aller nulle part. Il faut une véritable gestion participative, affirme-t-il. Et ça, concrètement, ça veut dire partager le pouvoir. En ce sens, c'est la même chose que dans le privé, sauf que dans le privé, ça peut aller encore plus loin, jusqu'au partage des profits.»

Autre point important, c'est le contrôle de l'information. Y a-t-il, en effet, milieu plus cachottier que le réseau de la santé? Combien de plans de coupures et de restrictions budgétaires, par exemple, ont-ils été réalisés sans que personne ne puisse en connaître les véritables raisons? Tant que le dg est le seul à savoir, il est le seul à pouvoir. Surtout que ces grands fonctionnaires du réseau de la santé n'ont pas de comptes à rendre ni aux utilisateurs, ni à la population en général.

«La qualité totale suppose la diffusion de l'information vers les employés et l'écoute des employés avec le moins d'intermédiaires possible (cadres intermédiaires). Et ça, c'est tout un défi qui est lancé aux directions d'hôpitaux.»

La charge envers les directeurs d'hôpitaux vous semble-t-elle un peu forte? Sourire de Mathias Rioux. «Je ne m'adapte pas aux groupes. Je tiens le même discours partout!»

Un moteur à bout de souffle

Par Thérèse Jean

«Montréal, ville en crise? Montréal, ville d'avenir? Y a-t-il là un paradoxe ou est-ce le signe d'une ville vivant une période charnière de son histoire? Une ville en équilibre instable sur un passé glorieux, un présent difficile et un avenir incertain. En somme, une ville connaissant une profonde mutation ou une sorte de déclin.»

C'est à partir de ces quelques questions que le président du Conseil central du Montréal métropolitain, Sylvio Gagnon, a ouvert le forum sur l'avenir de Montréal, fin septembre, et dont le thème était: «À Montréal, relançons le progrès». Organisé par le conseil central et la CSN qui, à la faveur des festivités du 350e anniversaire de Montréal, ont voulu ainsi lier le passé de Montréal à son avenir, ce forum aura servi de creuset à un bouillonnement d'idées et de réflexions qui fera sans aucun doute mieux comprendre les problèmes et les défis qui confrontent cette métropole, ainsi que son interrelation avec les régions du Québec.

Désagrégation lente mais continue

Pour l'occasion, des représentants de groupes populaires, ethno-culturels, socio-économiques et municipaux sont venus partager avec les délégués du conseil confédéral leurs réflexions et leurs analyses sur la situation de Montréal. Montréal, cette mal aimée des grands centres politiques de décisions. Cette grande ville, dont le rôle dans le développement économique et social du Québec est qualifié de moteur, mais qui est à bout de souffle. La diminution du nombre d'industries, NOUVELLES CSN 348 • 16 octobre

le fort taux de chômage, la pauvreté accrue, l'augmentation de la violence, de la discrimination, du racisme, des sans-abri, et l'étalement urbain, sont autant de traits marquant sa désagrégation lente mais continue depuis une vingtaine d'années.

Henri Goulet, représentant des ACEFs, posait un regard critique sur l'état actuel de Montréal. «Le vrai problème, dit-il, c'est l'absence ou le manque de progrès social à Montréal.» Ce qui l'amène à se questionner: «Pouvons-nous vraiment parler de progrès social dans un contexte de vide social?» À ses yeux, il ne fait



Ont participé à ce forum: de gauche à droite, Nancy Neamtam de RESO, Luc Lacharité de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, le docteur Michel Bergeron de l'Université de Montréal, Gaétan Desrosiers de PRO-EST, Diane Martin du RCM et Louise Laurin de la SSJB.

pas de doute que l'une des manifestations de ce vide social est la dualisation des sociétés; c'est-à-dire des sociétés dont le fonctionnement est à deux vitesses où, d'un côté, un secteur à très haute compétitivité produit à fond de train et, de l'autre, un secteur où «les gens s'archent péniblement une existence dans des petits boulots de service.» Ce type de société, renchérit Henri Goulet, est «une société qui se désolidarise» et pour lutter contre ce phénomène, il faut «une révision radicale de la politique de l'emploi.»

Il n'existe certes pas de solution miracle pour relancer le progrès à Montréal. Là-dessus, tous sont d'accord. Comme le soulignait le président de la CSN à la clôture du forum: «Mon-

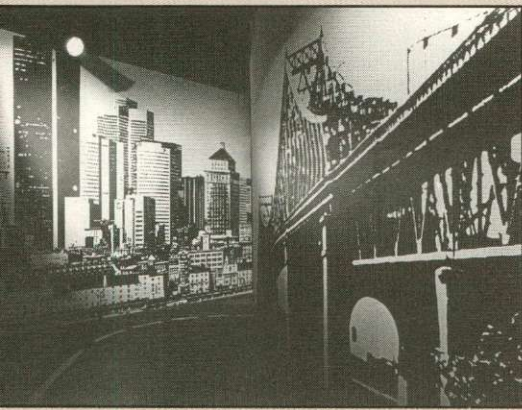
tréal est à cheval sur deux périodes. L'une qui ressemble à une déconstruction et une autre qui rassemble des forces pour une reconstruction. La reconstruction de Montréal présente les mêmes défis que la révolution que nous avons à faire dans l'organisation du travail au sein des entreprises et des institutions, soit une démocratisation toujours plus grande du développement économique et du développement social.»

Au sortir de ce forum, la CSN et le Conseil central du Montréal métropolitain se sont engagés, avec tous les partenaires qui voudront se joindre à eux, à combattre la pauvreté et le sous-développement sous toutes leurs formes.



L'une baigne dans le Saint-Laurent, l'autre s'assoit sur ses rives. Montréal et Sorel ont aussi en commun 350 années d'histoire. Toutes les deux ont célébré en même temps cet événement. Le Conseil confédéral du mois dernier n'a pas manqué de souligner ces deux anniversaires. Pour sa part, le président de la Corporation des Fêtes du 350e anniversaire de Sorel a rendu un hommage particulier aux travailleurs et aux travailleuses qui ont contribué à bâtir Sorel.

Dans l'ordre habituel: Roger Valois, vice-président de la CSN, et aussi un ouvrier de la compagnie Fer et Titane à Tracy; Maurice Martel, président de la Corporation des Fêtes du 350e anniversaire de Sorel; Philippe Girard, un militant et un batailleur de la première heure qui a dirigé les célèbres grèves de 1937 à Sorel; et René Lachapelle, président du Conseil central de Sorel.



On entrain dans l'exposition par la grande porte, celle du pont Jacques-Cartier, avec une vue sur le centre-ville.

Le à l'ouvrage

Pendant que le directeur-général des Fêtes du 350e de Montréal, Michel Petit, disait *«l'importance de s'associer à la CSN pour dire merci aux travailleuses et aux travailleurs qui ont fait Montréal»*, le président du CCMM Sylvio Gagnon faisait état des difficultés économiques qui ont marqué toutes les époques de Montréal, le président Gérard Larose se disait *«heureux et fier que la CSN fasse tant de place à des modes de communication de type universel»* et le secrétaire général Pierre Paquette souhaitait, de son côté, que l'exposition se retrouve dans une Maison de la culture *«afin que les Montréalaises et les Montréalais puissent la voir en grand nombre»*.



Les anciens métiers étaient à l'honneur, dans des agrandissements de photographies d'époque.



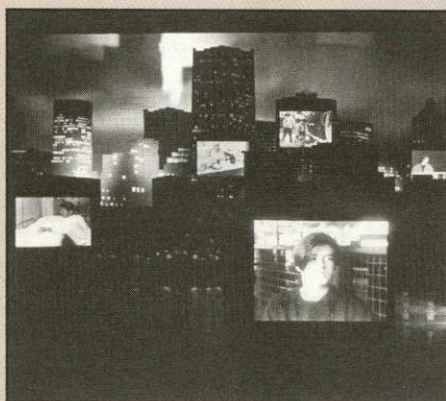
Près d'une immense boîte à lunch, un montage faisait prendre conscience que les gains des travailleuses et des travailleurs sont le résultat de luttes souvent difficiles.



Témoignant, dans un silence fort éloquent, d'une époque qui n'est pas encore complètement révolue, des boîtes à lunch alignées simplement faisaient sourdre l'émotion du fond des mémoires.



Par dizaines, des hommes et des femmes qui travaillent à Montréal ont dit, avec le sourire, venir qui de Dolbeau, qui de Québec, qui de Trois-Rivières. Car Montréal, c'est aussi le Québec...



Sur vidéos, des travailleuses et des travailleurs témoignaient de l'importance de leur travail, travail de nuit, travail dans l'ombre, pour qu'une métropole comme Montréal fonctionne.



Voix et dessins d'enfants qui indiquent peut-être les voies que Montréal devrait emprunter pour relancer un progrès durable.

Pour France Désaulniers

Le plus magnifique des défis

Par Lucie Laurin

Le bel âge pour réaliser un rêve! Arrivée à la mi-trentaine, France Désaulniers, secrétaire au service des relations internationales de la CSN, a déjà derrière elle une précieuse expérience et devant, des idées et du souffle pour leur donner vie. Elle qui, depuis maintenant cinq ans, a pour fonction de tisser des liens entre les militants de la CSN et ceux de toutes origines mais de même idéal, a choisi de poursuivre sa tâche dans un pays lointain, le Mozambique.



France Désaulniers



Ce rêve l'habite depuis si longtemps qu'elle ne sait plus quand il a pris forme. France Désaulniers a la passion des cultures diverses et le goût de les faire connaître les unes aux autres, la connaissance des groupes de solidarité et l'envie d'y participer. *«Je ne voyais de possibilité de coopération internationale que pour les spécialisations techniques, du genre creuser des puits, bâtir des écoles, raconte-t-elle. Je me disais que, malheureusement, je ne savais rien faire de tel. C'est CUSO qui m'a approchée en me disant qu'il y avait là un poste exprès pour moi.»*

Du Mozambique, on sait la famine, la sécheresse, la guerre. France y est allée en reconnaissance l'été dernier. Elle y a vu tout autre chose, et en est revenue avec l'envie d'y retourner. *«Bien sûr, c'est une société désorganisée, dit-elle. Depuis 1975, le pays est dévasté par la guerre civile, qui a déplacé 4 millions de personnes. Mais on y observe des mouvements pour changer les choses; par exemple, la mise sur pied d'une coopérative de journalistes, une tendance à l'organisation de syndicats libres, et la création, en un an, de 800 ONG (organisations non gouvernementales)! Et aussi, des besoins en formation de base, en syndicalisation, en alphabétisation. Bref, les gens veulent s'organiser, et j'ai le goût d'y participer.»*

Un magnifique défi

France Désaulniers ira rejoindre les deux coopérateurs québécois déjà établis au Mozambique. Mais auparavant, elle fera escale au Brésil

pour rencontrer des militants de la CUT, ainsi que Normand Beudet, qui représente la CSN en Amérique latine. *«On parle de plus en plus de solidarité sud-sud, explique-t-elle. La CUT est une centrale syndicale très organisée. Peut-être pourra-t-on établir des liens bénéfiques aux 300 000 membres de l'Organisation des travailleurs du Mozambique (OTM)?»*

Le travail qui attend France là-bas ressemble beaucoup à celui qu'elle accomplit à la CSN depuis 5 ans: appuyer les syndicats et les organisations populaires, les mettre en contact avec les syndicats et organisations populaires du Canada, et plus particulièrement du Québec; organiser des tournées de délégations CSN-OTM; diffuser ici de l'information sur le Mozambique; poursuivre la tâche de la coopérante de Saskatchewan qui l'a précédée et développer de nouveaux dossiers. Par exemple, un projet de formation syndicale en santé-sécurité est en cours là-bas dans une usine de transformation alimentaire, avec l'appui d'un syndicat d'éleveurs à grains de Saskatchewan; pourquoi ne pas enrichir le projet de l'appui de notre syndicat CSN de Sorel?, se dit France.

«Ce n'est pas une tâche étroitement délimitée, ce qui n'est guère sécurisant; mais en même temps, c'est stimulant de savoir toutes les portes ouvertes», commente France, qui rêve déjà d'échanges OTM-COSATU (centrale syndicale d'Afrique du Sud), de liens entre groupes de femmes, d'implication du service de formation de la CSN, etc. Expérimenter sur le terrain la solidarité internationale, c'est, pour France Désaulniers, le plus magnifique des défis.

Steinberg ne vend pas d'oreilles!

Par Lucie Laurin

Bien sûr qu'on l'entend, le bruit. Et, tout comme les «vieux», on le trouve agaçant. Mais on est marié et père de deux jeunes «flots». Et on a plein d'amis qui sont en chômage. Alors, une job comme celle-là, à \$17 l'heure, on s'y accroche. Même si les vieux sont maintenant sourds et qu'ils multiplient les mises en garde. Avec aussi peu d'ancienneté, on préfère se taire et endurer...

Le problème, c'est que la surdité est longue à se manifester. Encore davantage lorsque le bruit fr le la norme permise et qu'on y est exposé 8 heures par jour, des années durant. Lentement, lentement, l'agresseur invisible détruit les tissus fragiles, cils microscopiques et fines membranes qui, cachés tout au creux de l'oreille, donnent accès à l'univers sonore. Un peu chaque jour. On le sait, bien sûr. Mais on préfère n'y pas penser.

Oreilles à remplacer

«Des oreilles, on ne trouve pas ça au Steinberg!», lance Normand Marcotte, 49 ans, qui travaille comme électricien aux Aciers inoxydables Sammi Atlas depuis 27 ans et qui commence lui-même à souffrir de surdité. «Si on peut sauver  a aux jeunes...»

Le syndicat des travailleurs des Aciers Atlas, de Tracy, est au nombre de ceux qui témoigneront,

début novembre, au colloque de la CSN sur le bruit au travail intitulé *Réduire le bruit au silence!*

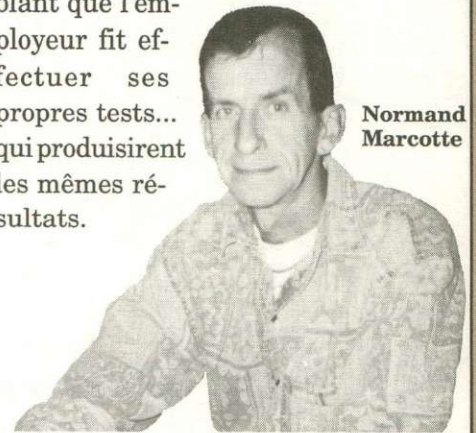
Dans cette industrie qui fabrique de l'acier inoxydable en bobines à partir de divers rebuts de métal, le bruit, omniprésent, constitue le problème majeur de santé-sécurité. Une étude réalisée en 1988 a révélé que 88,57% des travailleurs manifestaient des signes de surdité professionnelle; si l'on tenait compte de l'âge, donc de l'usure de l'oreille, on trouvait quand même 51,23% des travailleurs atteints, ce qui est énorme.

Heureusement, il y a les normes!

«C'était encore pire autrefois», raconte Denis Simard, qui présentera le témoignage de son syndicat au colloque. *Les travailleurs ont obtenu des améliorations aux postes les plus bruyants en exerçant des pressions pour que les normes gouvernementales soient respectées.*»

En 1982, alerté par les nombreuses plaintes des travail-

leurs, le syndicat avait commandé une étude, laquelle fut réalisée par Raymond Hétu, professeur à l' cole d'orthophonie et d'audiologie de l'Université de Montréal. Le bilan des examens auditifs fut à ce point accablant que l'employeur fit effectuer ses propres tests... qui produisirent les mêmes résultats.



Normand Marcotte

Dans les années qui suivirent, les premiers cas de surdité professionnelle furent reconnus par la CSST et l'employeur n'eut d'autre choix que d'apporter des améliorations au poste d'opérateur de grue, ainsi qu'à la ligne de recuit et décapage, où les normes gouvernementales étaient largement transgressées.

Il faut qu'il se passe quelque chose!

Mais ailleurs, le problème persistait. Le bruit demeurait intense au laminoir à froid et sur l' barbeuse. Quant aux travailleurs affectés à la finition, ils étaient habituellement soumis à des intensités sonores qui fr laient la norme sans la dépasser, ce qui permettait à l'employeur de s'en laver les mains.

Après qu'une seconde étude, command e en 1988 par le syndicat, eut révélé des taux de surdité affolants, l'employeur prit des engagements, qu'il n'a pas encore commencé à réaliser...

«Des plaintes ont été acheminées à la CSST», reprend Normand Marcotte. *Déjà, 30 travailleurs reçoivent des compensations, et 30 autres cas sont à l'étude. Tout le monde sera de nouveau examiné à l'été 1993. Il faut qu'il se passe quelque chose!*» En effet: on ne peut pas éternellement demander aux travailleurs de payer de leur intégrité physique l'insouciance des employeurs.



Le référendum et les Cris: humour et méfiance

Par Thérèse Jean

Il neige. Il fait moins trois degrés Celsius. C'est le 7 octobre. Le temps est incertain. Brouillard opaque. On ne sait pas encore si l'avion pourra atterrir à Chisasibi, cette réserve crie située au 53e parallèle et demi près de la Baie James, où neuf bandes cries sont réunies pour prendre position sur l'entente de Charlottetown. Mais Dame nature s'est ravisée, un salut du haut des airs annonce notre arrivée et permet à Tom, le trésorier de Chisasibi, de venir nous chercher.

«Alors Tom, vous voterez pour le OUI ou pour le NON?», s'enquière les journalistes venus couvrir l'assemblée du Grand conseil des Cris où le président de la CSN, Gérald Larose, doit dans quelques minutes prendre la parole. «Oh, je ne sais pas. Je devrais voter comment, selon vous?», répond en riant Tom, pour qui l'anglais ni le français ne causent problème. Et, se tournant vers Christian Claveau, député péquiste du comté de l'Ungava, Tom lui dit d'un air narquois: «Je ne vous ai jamais vu, vous. Vous savez, nous avons des problèmes d'eau potable sur notre réserve. Les libéraux nous disent que ça coûte \$15 millions. Vous comptez faire quoi, de votre côté?»

— Je m'engage à y voir, dit Claveau après avoir demandé quelques explications.

— Ah! tous des politiciens, rétorque Tom en riant.

— Et le Grand conseil des Cris? demande Christian Claveau.

— Des politiciens, aussi, dit Tom en éclatant de rire.

Deux sortes d'interrogations

Dans l'aréna de Chisa-



Roméo Saganash, à la gauche de Gérald Larose et vice-président du Grand conseil des Cris, a servi d'interprète au président de la CSN.



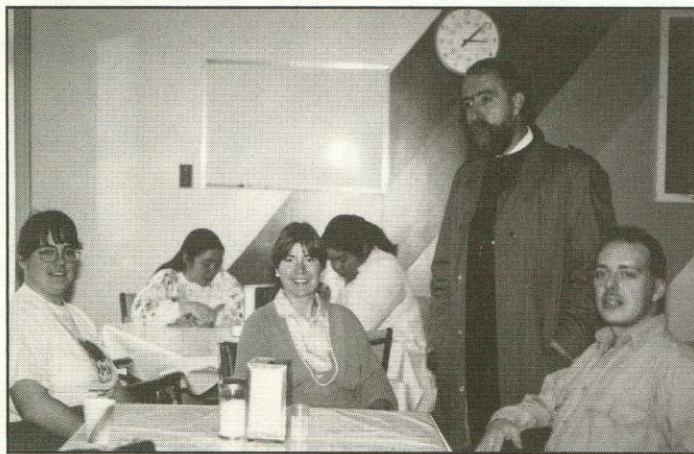
À gauche, James O'Reilley, avocat des Cris, a quelques inquiétudes face aux textes juridiques de l'accord de Charlottetown.

sibi, où les neuf bandes sont réunies sous la présidence de leur chef, Matthew Coon-Come, le temps est aussi incertain. Les Cris ont demandé à quatre reprises au Comité du OUI la présence de Robert Bourassa, ou à la rigueur celle d'un ministre;

l'invitation a été déclinée autant de fois. Aujourd'hui, ce sont Gérald Larose et Christian Claveau pour le NON qui les rencontrent. Reçu chaleureusement par le Grand conseil des Cris, le président de la CSN leur indique d'emblée qu'il n'est



Un hôpital, un centre culturel symbolisant le teepee mais dont la construction est arrêtée faute d'argent, un aréna, une école primaire et secondaire, un centre communautaire où on retrouve les principaux services commerciaux: Air-Cree, La Baie d'Hudson, la Coopérative, la quincaillerie et une cafétéria. Voilà l'infrastructure de base de Chisasibi où résident environ 3000 personnes.



De la grande visite, entendait-on au moment de la pause café à l'hôpital de Chisasibi, où le président de la CSN a rencontré les membres du syndicat.

pas venu pour leur dire comment voter, mais plutôt leur expliquer pourquoi le Québec votera NON, le 26 octobre prochain.

Parmi la soixantaine de représentants des Cris à ce Grand conseil, les interrogations sont de deux ordres: comment le Québec peut-il se considérer perdant face aux autochtones? Advenant une victoire du NON au Québec, qu'advient-il des autochtones?

«Il est inconvenant de comparer les gains des autochtones à ceux du Québec, a expliqué Gérard Larose. Pour la simple et bonne raison que dans l'entente de Charlottetown, le peuple québécois n'existe pas. Le Québec est traité sur le même pied d'égalité que les autres provinces. Il n'y a aucun nouveau pouvoir

pour le Québec, aucun droit de veto spécifique au Québec, aucune nouvelle institution. C'est là toute l'hypocrisie des offres constitutionnelles du 28 août.»

L'éventualité d'une victoire du NON au Québec inquiète. Est-ce que ce NON signifie que les Québécois rejettent la partie de l'entente concernant les peuples autochtones? Qu'est-ce que les Québécois offriront aux nations autochtones si un NON l'emporte? Est-ce que nous serions prêts à amender la Constitution par la règle du 7/50* pour conserver cette partie de l'entente en cas d'échec du OUI, comme l'a avancé Ovide Mercredi dans une entrevue au journal *Le Devoir*?

Soulignant que Mercredi reconnaissait qu'une

victoire du NON ne signifierait pas le chaos, Gérard Larose a salué *«la lucidité du chef des Premières nations qui contredit tous les marchands de peur en affirmant qu'un NON peut même déclencher un processus de négociation pour améliorer l'entente existante. Un OUI des autochtones aux offres de Charlottetown, a poursuivi Gérard Larose, n'est pas perçu par le peuple du Québec comme une agression mais comme une avancée dont nous devons tenir compte dans la poursuite des choses.»*

Méfiance

Chisasibi était le lieu de la deuxième grande réunion du genre à se tenir en l'espace de deux semaines. Aucune position n'ayant été dégagée à la première, on continue à prendre tout le temps qu'il faut pour analyser et étudier ces offres constitutionnelles. Elles sont alléchantes. Pour la première fois, on reconnaît aux peuples autochtones le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale. En contrepartie, la Cour suprême pourrait être celle qui, en cas de mésentente, ait, en bout de ligne, à trancher cette question.

Mais les Cris hésitent encore à prendre formelle-

ment position en faveur de l'entente avant d'avoir entre les mains les textes juridiques. Échaudés par les textes ambigus de la Convention de la Baie James, ils ont l'expérience des tribunaux. Ils sont tiraillés entre les gains que leur présente l'entente de Charlottetown, les compromis qu'ils ont dû faire pour y arriver, mais surtout, ils cherchent à savoir si ces offres leur reconnaissent les droits garantis par la Convention de la Baie James. Pratiquant toujours leurs activités traditionnelles, il est fort probable que le 26 octobre prochain, la plupart des Cris se retrouvent en forêt pour chasser, laissant aux grands chefs le soin de décider.

* Règle par laquelle sept provinces représentant 50% de la population sont nécessaires pour modifier la Constitution.

Le Mouvement Québec Français (MQF) est formé de dix organismes, dont la CSN, qui ont pris position en faveur de la souveraineté du Québec. Depuis plus de vingt ans, il défend la langue française à tous les niveaux et à chaque fois que la chose est nécessaire. À l'occasion du débat référendaire, le MQF a voulu poser un geste significatif quant au sens à donner à la lutte qu'il poursuit pour que le français devienne la langue nationale, officielle et commune du Québec. C'est ainsi qu'en conférence de presse le 8 octobre, une trentaine d'ami-es du MQF adhéraient à une déclaration commune dans laquelle ils expliquaient leur refus des offres de Charlottetown.

«C'est un groupe composite formé de Québécois-es d'origines diverses et de milieux différents, lit-on dans la déclaration. Certains sont nés sur le sol québécois, d'autres sont venus des quatre coins de l'univers. Certains ont reçu le français comme langue maternelle, d'autres ont choisi d'en faire la langue de leur vie — et celle de leurs enfants. S'ils sont réunis ici, c'est autour de cette chose qu'ils ont en commun et qui s'appelle l'appartenance au Québec, leur commune patrie dont le français est la langue nationale, officielle et commune. Ceci est important sur le plan humain et par conséquent aussi sur le plan politique. En effet, en se rassemblant pour former une photo de famille, ces hommes et ces femmes témoignent de la volonté qui les anime de dépasser l'habitude et les pratiques de l'ethnicité, si bien ancrées dans nos mentalités. Ils ne veulent plus laisser des humains, habitants d'un même pays, être énumérés, classés, jugés suivant leur origine. S'ils sont ici, ce n'est pas en réponse à l'interrogation «D'où venez-vous?», mais plutôt à l'interpellation que le Québec français adresse à tous ceux et celles qui acceptent d'être ses citoyens.»

«Que veux-t-on faire ensemble?»

Par Michel Rioux



Les AMI-ES du MQF

De toutes les couleurs, de tous les horizons

Rachida Azdouz, psychologue; **Edouard Bantey**, journaliste; **Juan Marquez de Cardenas**, avocat; **Arnold J. Drapeau**, ingénieur chimiste; **Robert Dole**, professeur à l'UQAC; **Shahira Fawzi**, enseignante; **Marcelle Ferron**, artiste; **Mona-Josée Gagnon**, directrice de la recherche FTQ; **Yves Gascon**, président du Syndicat TCA à General Motors; **Pauline Julien**, artiste; **Diému Kalunda**, professeur U de M; **Gilles Lefebvre**, professeur U de M; **Ronald Lévy**, professeur U de M; **Norma Lopez-Therrien**; **Alex Mac Leod**, professeur UQAM; **Nacer Mazani**, vice-président FNEEQ; **Fernand Ouellette**, écrivain; **Jean-Marcel Paquette**, professeur et écrivain; **Marcel Pepin**, ex-président CSN; **Jean-Paul Perreault**, Mouvement impérial français; **John Philpot**, avocat; **Robin Philpot**, communicateur; **Jean-Guy Plante**, Association des francophones de l'Ouest de l'Île; **Donald Rioux**, vice-président syndicat Bell Canada; **Michel Rioux**, journaliste CSN; **Lise Robitaille**, ex-présidente Association des directions d'école de Montréal; **Henri Tremblay**, ex-vice-président Steinberg; **Pierre Vadeboncoeur**, écrivain; **Joseph Francis Xavier**, chanoine Église anglicane.

«Il est impératif que le Québec rejette ce document»

— Joseph Francis Xaxier, chanoine anglican

Dans une intervention remplie d'émotion — et faite en partie en anglais parce que M. Xavier voulait être sûr d'être bien compris — un chanoine de l'Église anglicane a brandi les offres de Charlottetown en exhortant Québécoises et Québécois à dire NON.

Émigré au Québec depuis neuf ans et originaire du Sri Lanka, M. Xavier a qualifié de dangereux le

document en question. «Comment M. Bourassa a-t-il pu consentir à voir affaibli le pouvoir du Québec?», s'est-il exclamé, ajoutant qu'il fallait résolument se ranger du côté de la langue française.



ABITIBI

Tous ceux qui ont dit y ont gagné

NON

Plus de 500 personnes ont participé au rassemblement du Comité du NON à Rouyn-Noranda. Cette assemblée clôturait en quelque sorte une tournée de deux jours des représentants du Comité du NON en Abitibi et au Témiscamingue, sans oublier le Grand Nord avec Chisasibi. C'est en Abitibi que le premier ministre Bou-

rassa a noté, pour la première fois de la campagne référendaire, que s'il avait la tête au-dessus de l'eau, l'eau commençait à monter. Dans ce coin de pays où les énergies se partagent entre la chasse, la vie quotidienne et le référendum, la campagne pour le NON va bon train. Premier à prendre la parole, le président de la CSN a reçu l'aval chaleureux des gens du pays en leur

remémorant quelques faits: «En 1990, a-t-il rappelé, les autochtones ont dit NON: ils ont obtenu la pleine reconnaissance de leurs droits. Clyde Wells a dit NON: il a obtenu l'égalité des provinces. Don Getty a dit NON: il a obtenu le sénat égal. Bourassa a dit OUI: il a tout perdu. Bourassa dit OUI mais le Québec votera NON, a-t-il conclu, pour gagner la pleine reconnaissance de ses droits et de ses pouvoirs.» T.J.

CEGEP LÉVIS-LAUZON

Dutil et Blais reculent devant les étudiants

Ayant confirmé le matin même leur présence au débat contradictoire sur les offres constitutionnelles organisé par les étudiants du CEGEP Lévis-Lauzon, les ministres Pierre Dutil et Pierre Blais pour le Comité du OUI se sont défilés à la toute dernière minute, laissant Gérald Larose et Jean Garon pour le Comité du NON rencontrer sans adversité les étudiants et les enseignants.

Image exige, Pierre Dutil et Pierre Blais se sont rendus sur les lieux. Ils ont négocié jusqu'à la toute fin pour modifier les

règles du débat connues des deux parties pourtant depuis deux semaines. Messieurs Blais et Dutil ont prétexté ne pas vouloir l'intervention de tierces personnes. Traduction libre: ils voulaient éviter les questions des étudiants et des enseignants.

Ce n'est pas le premier désistement du Comité du OUI. Le ministre Albert Côté a lui aussi décliné l'invitation qui lui était faite par le Comité du NON dans le Bas Saint-Laurent de participer à un débat contradictoire avec Gérald Larose.

T.J.



Dans tout le Québec, ça bouge!

Depuis le déclenchement de la campagne CSN sur le référendum, aux États généraux du 19 septembre, des dizaines d'activités reliées à cet événement historique ont lieu un peu partout à travers le Québec, organisées soit par les syndicats affiliés, soit par les conseils centraux de la CSN, sous le chapeau des divers Comités du NON de comtés. Dans bon nombre de cas, les membres du comité exécutif de la CSN participent à ces activités, qu'il s'agisse de rencontres avec les membres en assemblée générale des syndicats, rencontres parfois jumelées à des visites des lieux de travail, ou de conférences de presse à caractère régional, etc.

Dans le Sud-ouest québécois, par exemple, le choix du NON par les travailleurs et travailleuses syndiqués a été expliqué en conférence de presse, comme cela s'est produit dans plusieurs régions. Dans ce cas-ci, c'est une coalition intersyndicale composée de représentants de plusieurs organisations syndicales qui a livré le message. De gauche à droite, assis à la table: Jean-Marc Lalonde, président du conseil central CSN; Bernard Brouillette, du syndicat des professionnels du gouvernement; Alain Dagenais, de la FTQ régionale; Chantal Pagé, porte-parole de la Coalition; Robert Ferland, du syndicat de Champlain CEQ; Hélène Brault, de la FIIQ; et France Grégoire, du syndicat des fonctionnaires. J.P. P

Tous et toutes dans le même



C'est sous le thème *Tous et toutes dans le même bateau* que la coalition d'aide au Nicaragua, un organisme sans but lucratif qui oeuvre au Québec depuis 1984, lance sa campagne annuelle de collecte de fonds et de

matériel pour le Nicaragua. Ceux-ci seront distribués parmi les groupes populaires, les organismes communautaires et les syndicats qui viennent en aide à la population.

Pour recueillir ces fonds, le comité de so-

lidarité international du Conseil central du Montréal métropolitain vend des billets au coût de \$5.00 vous donnant la chance de gagner deux billets d'avion pour Cuba et qui seront tirés au hasard lors de l'assem-

blée générale du 2 décembre prochain du CCMM.

Pour obtenir ces billets et en vendre parmi les membres de votre syndicat, contactez Huguette Doucet au (514) 598-2021.

J.-P. P

Encore Malenfant!

Depuis le temps, chacun s'est familiarisé avec les façons de faire de Raymond Malenfant: empocher les subventions, ne pas payer ses taxes, ses impôts, ni ses dettes, mal rémunérer ses employés, et mépriser ceux qui «profitent de l'argent des autres». Dans le dossier du Mont Grand Fonds et ses magnifiques pistes de ski, ce parasite social n'a pas agi différemment.

Le Crédit industriel Desjardins, auquel Malenfant devait \$1 million, a perdu patience après que le délai de remboursement eut été dépassé sans que le mauvais débiteur, à son habitude, ne manifeste l'intention de rembourser ce qu'il devait. Le centre de ski Mont Grand Fonds est donc à vendre... Par ailleurs,

Malenfant n'échappe toujours pas à l'obligation de payer les \$250,000 dus à Turbo Cristal et les \$135,000 de taxes qu'il doit à la municipalité de Rivière Malbaie.

Offre d'achat

Afin de sauver le centre de ski, les intervenants du milieu (Chambre de commerce, Club Lion's, mairie de Rivière Malbaie, aubergistes, Corporation de développement régional et syndicat CSN) ont déposé, le 9 octobre, une offre d'achat. Mais avant toute chose, il faut remettre le centre en état de fonctionner, l'ancien propriétaire ayant toujours négligé de l'entretenir.

Les intervenants se sont donc lancés dans une campagne de souscription auprès de

la population dans le but de recueillir \$400,000 en un temps record, lesquels seront affectés à la réfection du centre de ski. Un échec serait désastreux, tant pour les 40 salarié-es, qui perdraient alors leur emploi saisonnier, que pour toute la région, qui perdrait un point important d'attraction touristique au profit du massif Saint-François, situé à une cinquantaine de kilomètres de là.

L.L.

THETFORD MINES

Cafco: deux mois fermé

Mauvaise nouvelle pour les quelque quarante travailleurs à l'emploi de Cafco, une entreprise de Thetford Mines filiale de United States Mineral Products, le premier fabricant mondial de laine minérale: à trois jours d'avis, ils ont appris la fermeture de l'usine pour une période de deux mois — fermeture temporaire, selon la direction.

Mais le président du syndicat, affilié à la Fédération de la métallurgie, Mario Nolet, qualifiant cette mise à pied de sauvage, croit plutôt qu'il s'agit d'une fermeture définitive. Le moment de la réouverture coïnciderait en effet avec l'échéance de la convention collective. L'entreprise soutient que son marché en Europe et en Amérique du Nord s'est rétréci en raison de la récession.

M.R.



Des travailleurs québécois syndiqués produisaient et distribuait, encore l'an dernier, les produits Béatrice-Crescent (fromage et yogourts) ainsi que le fromage en tranches vendu par des marques privées comme Métro, Métro-Richelieu et Super C.

En déménageant la grande majorité de sa production en Ontario, au printemps dernier, la compagnie tentait ainsi le même coup fourré que Cadbury à la fin des années 70.'

Regroupés au sein du comité des Ex... de Béatrice-Crescent, une trentaine de travailleurs, forts de l'appui du congrès de la CSN, cherchent à récupérer leur emploi perdu en organisant différentes manifestations devant des marchés d'alimentation qui vendent encore ces produits. Sur la photo, on les voit d'ailleurs devant un IGA Boniprix de la Rive-Sud de Montréal.

On peut les aider en les informant des lieux où se vendent ces produits, en les rejoignant au 1-800-663-4417. Les appels sont gratuits. Alors, ne vous gênez pas pour les aviser.

H.J.



HÔTELLERIE

Négociations regroupées en 93 aussi

Pour la deuxième fois de leur histoire, plus d'une trentaine de syndicats de l'industrie hôtelière au Québec ont décidé de participer à des négociations regroupées nationalement. Du 23 au 25 septembre derniers, quelque 100 officières et officiers de 33 syndicats, affiliés à la Fédération du commerce de la CSN, et provenant de plusieurs régions différentes, s'étaient donné rendez-vous au Château de l'aéroport Mirabel dans le but justement de préparer ces négociations. Ces représentantes et représentants syndicaux ont convenu de consacrer le mois d'octobre, «mois déterminant», pour des discussions sur l'adoption de la plate-forme commune de revendications.

M.C.

LANAUDIÈRE

APM: bonne nouvelle!

On se souvient des 23 employé-es d'APM, à Joliette, qu'un incendie avait brutalement jetés sur le pavé, en avril dernier, et de la campagne entreprise par le Conseil central de Lanaudière pour leur venir en aide (voir notre numéro 342). Eh bien! bonne nouvelle: l'usine est en reconstruction depuis 2 semaines. On prépare un programme de qualité totale. La rentrée est prévue pour Noël.

L.L.

BAIE-COMEAU

Entente d'un an

Les employé-es du marché Marquette (Provigo) de Baie-Comeau ont obtenu une prolongation d'un an de leur convention collective. Leur employeur voulait leur retirer quelque 25% de leur rémunération et des avantages sociaux mais il a accepté de reconduire les conditions actuelles lorsque l'assemblée générale du syndicat a voté pour la grève dans une proportion de 94%.

**Faites lire
Nouvelles
CSN**



CÔTE-NORD

Débrayage

Soixante dix-huit employé-es de caisse populaire ont débrayé, mardi le 13 octobre, pour amener leur employeur à finaliser la négociation du renouvellement de leur convention collective. C'est une entente qui avait été conclue sur l'attribution des promotions et de la formation en regard de l'ancienneté, entente non respectée, qui a amené les syndiqué-es à se prononcer à 90% en faveur du débrayage. La caisse populaire dessert les municipalités de Chute-aux-Outardes, de Baie-Comeau et l'ancienne municipalité de Hauterive. Luc L.

TRACY

Une entente... suivie d'un séminaire sur le partenariat

Après sept jours de grève, les 550 employé-es de bureau et ouvriers de GEC Alstom de Tracy, autrefois Marine Industrie, sont retournés au travail, le 5 octobre dernier. Réunis en assemblée générale la veille, les deux groupes de syndiqués, affiliés à la Fédération de la métallurgie, se sont prononcés majoritairement en faveur d'un cadre de discussion élaboré le 2 octobre et proposé par des représentants du ministère du Travail, c'est-à-dire les médiateurs Fernand Matteau et Normand Gauthier. On y prévoit notamment que la direction locale de GEC Alstom respectera l'entente conclue verbalement le 20 septembre concernant l'épineuse question de la sous-traitance. Avec cet accord, les syndiqué-es devraient récupérer des emplois et des fonctions que leur employeur attribuait,

depuis la ratification des conventions collectives, en mars, à des sous-traitants.

Quant aux 20 personnes suspendues, elles ont aussi repris le travail le 5 octobre. Leur cas sera soumis à la procédure d'arbitrage. Le cadre de règlement prévoit également que l'employeur renonce à prendre d'autres mesures disciplinaires ou d'autres formes de représailles.

Un séminaire sur le partenariat

Ce conflit a fait ressortir que l'employeur était peu enclin à respecter des clauses touchant le coeur même de nouveaux concepts d'organisation du travail, de gestion participative et de partenariat, concepts qui ont fait l'objet de textes conventionnels lors des dernières négociations. Aussi, afin de reconstruire les ponts entre les parties, cel-

CSSMM

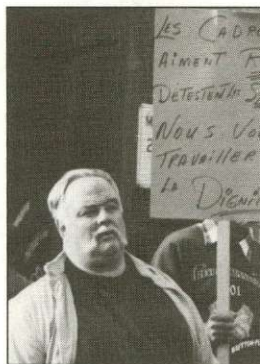
Un geste concret

Une trentaine de travailleuses et de travailleurs du Bureau des services sociaux (BSS) du centre-ville et de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) se sont pointés au bureau chef du Centre des services sociaux du Montréal métropolitain (CSSMM), au 1001 de Maisonneuve Est, le 2 octobre dernier, pour manifester leur appui à leur camarade Suzanne Larose, un agent de relations humaines de la DPJ. Ils ont tenté de demander à un des patrons de la DPJ, Monsieur Romain Corbeil, des'expliquer



clairement sur les motifs qui ont conduit cet organisme à annoncer trois suspensions à Madame Larose, en septembre et en octobre. Mais celui-ci a refusé de rencontrer ces personnes et il s'est plutôt réfugié dans un bureau de la direction des BSS, au 9e étage. Madame Larose, une intervenante dans des cas d'abus ou de négligence parentale,

refuse depuis quelque temps de remplir des grilles d'activités qui visent à mesurer sa productivité. C'est que cette dernière s'est justement prêtée à cet exercice durant huit mois. Du côté syndical, on estime qu'elle est victime de harcèlement de la part de l'employeur. Aussi, on peut s'attendre à ce que les pressions internes poursuivent. M.C.



Le président du syndicat Richard Gagné sur la ligne de piquetage, début octobre.

les-ci ont décidé de participer prochainement à un «séminaire sur une relation de partenariat dans l'entreprise».

Le président du syndicat ouvrier, Richard Gagné, a déclaré: «En acceptant ce cadre de discussion, les syndiqué-es ont décidé de donner une autre chance à l'entreprise». Quant au président du syndicat des employé-es de bureau, André Légaré, il a affirmé: «J'y vois là un moyen pour sauver les emplois et at-

teindre le respect de nos conventions collectives.»

Dans l'éventualité où la démarche entre les parties ne fonctionnerait pas, on peut s'attendre à ce que les syn-

diqué-es se mobilisent à nouveau. D'ailleurs, la structure de grève et les roulottes des grévistes restent en place.

M.C.

THETFORD MINES

Une concertation qui dérape

Les 80 travailleurs à l'emploi de Ber-Vac, à Thetford Mines, sont acculés au chômage par suite du refus de la Banque Royale d'accepter la proposition d'acquisition faite par les employés réunis en coopérative de travail, suite à la faillite de l'entreprise.

Depuis un an, les travailleurs et leur syndicat affilié à la Fédération de la métallurgie se débattent pour sauver ces emplois et redresser cette entreprise en difficulté. Les propriétaires, après avoir refusé en décembre d'investir, demandaient aux travailleurs de renégocier la convention collective, à la suite de quoi une entente d'une durée de trois ans était intervenue.

Le président du syndicat, Max Blanchet, et le président de la fédération, Benoît Capistran, ont lancé un appel à la coopération régionale pour amener la banque à réviser sa décision devant l'offre du syndicat.

M.R.



LE FRANÇAIS AU TRAVAIL ÇA S'IMPOSE

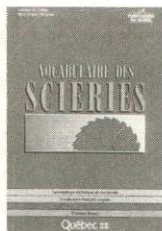
Le vocabulaire des scieries

L'Office de la langue française vient de produire un nouveau lexique portant sur le vocabulaire des scieries. Comme il est souligné dans la préface et dans l'introduction de ce lexique, bien que les scieries existent depuis longtemps, elles ne possèdent pas pour autant une longue tradition technologique. Par ailleurs, comme les machines sont souvent de fabrication américaine ou scandinave et que, dans bien des cas, les produits sont vendus aux États-Unis, la terminologie que l'on retrouve dans ce secteur en a été largement influencée.

Ce sont ces raisons qui ont amené l'Office de la langue française à produire un lexique spécialisé dans le domaine des scieries.

Ce vocabulaire, en plus de contenir de nombreuses illustrations, fournira quelque 400 termes et définitions utilisés fréquemment dans les usines de sciage.

Vous pouvez vous procurer ce lexique aux Publications du Québec ou dans toute librairie qui diffuse ces publications au coût de \$15.99, taxes incluses.



50 ans à East Angus

Les travailleurs membres du Syndicat national des travailleurs de la pulpe et du papier d'East Angus étaient en fête récemment quand on a souligné avec éclat le cinquantième anniversaire de fondation de leur syndicat. Ce fut une occasion pour eux de se rappeler les grandes étapes de leur vie syndicale, sans oublier les grandes luttes auxquelles ils furent mêlés. L'une des plus marquantes fut sans conteste celle de 1968, alors que la survie de l'usine était en jeu. On reconnaît sur la photo les présidents de la CSN, Gérald Larose, de la FTPE, Claude Plamondon, du Conseil central de Sherbrooke, Janvier Cliche, et le président du syndicat, Lucien Desrochers, entourés des membres de l'exécutif du syndicat.

BOLIVIE

Du cyanure «canadien» dans l'eau!

Edouardo Claire, agronome bolivien, était de passage à Montréal durant la première semaine d'octobre, invité par CUSO et le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN, lequel est jumelé au Conseil central d'Oruro de la Centrale ouvrière de Bolivie (COB). Le témoignage qu'il a livré nous concerne au plus haut point.

Le gouvernement de son pays s'est lancé dans une politique de privatisation des entreprises minières, jusque-là toutes propriétés d'État regroupées au sein de la Corporation des mines de Bolivie, avec laquelle les syndicats de mineurs négociaient des conditions de travail et de salaire identiques dans tout le pays.

Deux compagnies canadiennes, qui s'étaient portées acquéreurs d'entreprises minières, ont attiré l'attention sur elles par leur comportement anti-social. La Hugues Lang Corporation, qui avait acquis la mine de Itos, à Oruro, a inauguré une méthode de traitement des résidus miniers à base de cyanure, un poison violent qu'elle rejetait ensuite dans les cours d'eau avoisinants. De plus, elle refusait de négocier avec les travailleurs. Ces derniers se sont emparés de la mine. Ils en ont été expulsés par la police, munie de bâtons et de chiens. Mais la population les appuyait. Sous la pression, la compagnie a dû céder, renoncer au cyanure et négocier avec les mineurs.

Minproc, une autre



Des mineurs de Colquiri arrêtés dans leur marche et observant une grève de la faim.

compagnie canadienne ayant acquis une mine à Colquiri, refusait de respecter les salaires et le plancher d'emploi garantis aux travailleurs. Le 12 décembre 1991, 200 familles de mineurs ont entrepris une marche de 270 kilomètres devant les mener à La Paz, la capitale. À mi-chemin, elles ont été interceptées par la police et l'armée. Là encore, les marcheurs ont reçu l'appui de la population et des autres mineurs, qui leur ont fourni vivres et couvertures.

En quelques mois, le mouvement de résistance à la privatisation a gagné les syndi-

cats des autres mines affiliés à la Fédération syndicale des travailleurs mineurs de Bolivie, empêchant le gouvernement de mener à terme le programme de privatisation qu'il avait promis à la Banque mondiale de réaliser. Les mineurs boliviens prévoient une répression féroce de la part du gouvernement — lequel a déjà fait emprisonner des leaders syndicaux pour des graffitis! —, qui voudra ainsi briser le mouvement de résistance afin de se soumettre à ses créanciers et satisfaire l'avidité des compagnies transnationales.

L.L.

Montréal et les Chiliens

Le Conseil chilien du Québec vient de publier une brochure sur la présence, le travail et la créativité de la communauté chilienne à Montréal dans le cadre du 350^e anniversaire de la ville. Les liens de solidarité entre le Québec et le peuple chilien ont connu une grande visibilité lorsque la jeune étudiante Carmen Quintana, gravement brûlée lors d'une manifestation, avait été traitée à l'Hôtel-Dieu de Montréal. La brochure aborde différents aspects de la présence chilienne au Québec comme: «De l'exil à l'immigration», «Regard sur les habitudes alimentaires des chiliens», «Les chiliens un nouveau type de néo-québécois».



On peut se procurer la brochure en communiquant avec le Conseil chilien du Québec, 8465 St-Denis, Montréal H2P 2G9. Luc L.

Destitution

C'est fait. Fernando Collor de Mello, président du Brésil, est suspendu pour six mois en attendant qu'on le juge pour corruption. Ce fut la fête à Brasilia (100,000 manifestants) et dans les autres grandes villes quand on apprit le résultat du vote des députés. Une procédure d'«impeachment» venait de s'enclencher. Itamar Franco assume l'intérim et la démocratie se renforce en délogeant ainsi un dirigeant indigne de son poste. Collor aurait exigé (sans succès) des privilèges inouïs tant que n'interviendra pas le jugement sur sa conduite.

Le Brésil est un pays dynamique, certes, mais miné par des courants de cynisme et de scepticisme. On apprend par exemple que, sur 1,1 million de Nippo-Brésiliens, près de 160,000 travaillent au Japon, pays de leurs grands-parents. Raison? Même des Brésiliens dotés de formation spécialisée n'arrivent pas à toucher un salaire décent. Le Japon offre à ces Nippo-Brésiliens des postes de manœuvres bien rémunérés. Résultat: près de \$2 milliards retournent au Brésil chaque année grâce à ces Japonais du retour, qui referont peut-être le voyage vers Sao Paulo ou Porto Alegre quand confiance et prospérité seront rétablies.

C.T.

Tragédie en Somalie

Parmi les droits économiques, sociaux et culturels accordés à tout humain par la Déclaration universelle des droits de l'homme, il y a «le droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé et son bien-être». Une telle affirmation est provocante si l'on a en tête la Somalie.

Bien des bons samaritains tentent de maintenir un pont aérien humanitaire avec Mogadiscio. L'on sait combien la tâche est périlleuse, mais la Croix-Rouge internationale ne se défile pas et tente de parer au plus urgent (les organismes non gouvernementaux présents sur place font de même).

Il y a bien le «nouveau» droit d'ingérence que des hommes politiques français ont inséré dans le vocabulaire international. S'armer pour défendre

un dispensaire? Avoir recours à des gardiens de la paix pour empêcher que les vivres ne tombent entre les mains de jeunes gangsters qui pillent et tuent? On en est rendu là, dans la jungle de Mogadiscio, dans ce continent du «grand deuil noir» et des flots de réfugiés en raison de la famine et de la guerre. Les guerres ont tué au moins 1,5 millions d'enfants depuis dix ans, vient de rappeler l'Unicef.

Le drame somalien

était «prévisible et annoncé», estime un conseiller des organismes de coopération internationale (AQOCI) en rappelant que «53 millions de personnes de neuf pays différents sont menacées de mourir de faim.» Sont dans le collimateur de la mort: l'Éthiopie, le Soudan, le Zimbabwe, le Mozambique, etc.

La crise est si aiguë que le premier ministre français a lancé à Libreville, le 7 octobre, un appel à une sorte de Plan Marshall pour

l'Afrique, sans ménager d'ailleurs le FMI et la Banque mondiale pour leur façon d'acculer les pays africains à une austérité intenable pour la masse de la population. Je me dis que l'humanité a régressé depuis que Henri Dunant a mis sur pied la Croix-Rouge. Faut-il maintenant armer les brancardiers pour que l'oeuvre humanitaire se poursuive?

Hélas oui!

Clément Trudel



Course à trois

Le suspense n'existe pas vraiment pour les élections présidentielles américaines. Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas, ce démocrate qui tente de réveiller l'image de Kennedy — il en appelle à la «Révolution de 1992» — sortira sans doute premier dans cette course et pourrait mettre fin à 12 années de domination républicaine. George Bush, ancien directeur de la CIA qui se fait fort de bien gérer la politique étrangère (du bâton surtout, on l'a vu avec Panama et avec l'Irak) n'admettra pas que le tissu social est gangrené, mais il a tout de même essayé de répondre aux attentes des autorités de Los Angeles pour panser les maux découlant des émeutes de South Central. On se rappelle que c'est l'acquiescement de policiers blancs accusés d'avoir passé à tabac un Noir, Rodney King, qui mit l'étincelle à la poudrière.

Clinton sera vraisemblablement le prochain occupant de la Maison Blanche, soit. Il y a, pour brouiller un peu le jeu, Ross Perot, milliardaire du Texas dont le colistier à la vice-présidence est un héros de guerre (Vietnam), mais aussi un

spécialiste de la philosophie grecque! Bizarre bagarre qui survient alors que ce candidat indépendant fait son «point de mire» (à ses frais) pour prouver à quel point l'économie se porte mal. Lui, le richissime propriétaire de sociétés d'informatique, propose quelques solutions draconiennes, comme de hausser de 50 cents la taxe sur le gallon d'essence et de couper net dans des programmes gouvernementaux. Il faudra bien qu'un jour les États-Unis cessent de gonfler le déficit fédéral (4000 milliards de dollars), alors que plus de huit millions d'Américains se retrouvent en chômage et que, selon certaines estimations, un Américain sur dix dépend des «food stamps» pour subsister.

Il faut savoir gré à Perot d'avoir abordé crûment la question de l'économie en laissant entendre qu'il fallait que tous consentent à un «sacrifice équitablement partagé». C'est un coup de barre qui s'impose aux États-Unis, une sorte de New Deal qui ne s'annonce pas pour tout de suite, le peuple américain ayant coutume de se révolter si on lui annonce des hausses de taxes. C.T.



Depuis deux ans, nous assistons, dans notre pays, à l'émergence d'une vague de musique country bien faite, en français et intelligente. Le country? Une forme de musique populaire qui rejoint souvent les blancs, éclopés de la vie et pauvres.



Stephen Faulkner

Après 12 ans, le chanteur, guitariste et pianiste Stephen Cassonade Faulkner fait un retour en force avec un troisième album: *Caboose!* Sur cet enregistrement musicalement bien léché qui allie le blues, le country et le rock, on retrouve un Faulkner à la plume toujours contemporaine, engagée, humoristique et poétique. C'est vrai pour *Le train maudit*, écrit en collaboration avec le poète Gilbert Langevin. Pour *Cajuns de l'an 2000*, un cri urgent qui

affirme que l'on ne veut pas devenir collectivement folklorique, qu'on veut vivre, quoi! C'est vrai aussi pour *Toujours un bum* et *Punch O'Clock Rock*, dans lesquelles se reconnaîtront les décrocheurs, les petits salariés, les peu fortunés. Faulkner exprime aussi bien l'émerveillement et la tendresse du paternel dans *Le météore*. Depuis ses débuts comme accompagnateur de Michel Plume Latraverse, en 1974, Stephen Faulkner s'est démarqué et a imposé un genre musical souvent boudé. Étiquette Faucon Blanc).

Danielle Martineau



Danielle abandonné Joséphine déménagé à

Martineau a le groupe de Québec, a Montréal et a

enregistré *Rockabayou*. Cette accordéoniste et chanteuse réussit à moderniser quelque peu la musique cajun. En plus de pièces traditionnelles, *Belle* et *La porte d'en arrière*, elle aborde des thèmes plus modernes, comme la pauvreté et la tolérance, dans *La fête à Montréal* et *Laisse faire*. L'album comprend aussi une pièce de blues-rock à la mode cajun (*Revenue pour rester*) et de rock (*Le duc* et *Zarico Charivari*). Danielle Martineau? Une belle voix authentique qui, sur certaines pièces, n'est pas sans rappeler La Bolduc et même Renée Martel (*J pense rinque à toi*). Étiquette Bros 2001-4.

Renée Martel

La voix n'a pas vieilli. Bien entendu, il y a de la nostalgie. Mais de la maturité aussi. Après sept ans d'absence, Renée Martel revient de loin avec un nouvel album: *Authentique*. En plus de pièces country bien arrangées, on retrouve, en-

tre autres, des textes de François Guy et Pierre Huet. Ce qui donne des ballades à la Beau Domage. Renée Martel? La grande dame de la musique country au Québec. Distribution Select - PGC-4-923.

Michel Crête

LECTURE

Le come back des intellectuels

- Andrée Ferretti, Gaston Miron, *Les grands textes indépendantistes*, L'Hexagone, 1992, 496 pages.
- François Rocher, sous la direction de, *Bilan du fédéralisme québécois*, vlb éditeur, 1992, 405 pages.
- Collectif, *Les objections de 20 spécialistes aux offres fédérales*, Éditions Saint-Martin, 1992, 226 pages.

Si on avait pu, pendant un temps qui a suivi le référendum de 1980, désespérer de nos élites intellectuelles trop vite retournées sous leur tente, l'approche d'une nouvelle consultation populaire semble au contraire les avoir à nouveau convoquées sur la place publique, pour notre plus grand plaisir d'ailleurs, nous qui n'avons pas comme elles, et c'est malheureux,

tellement de temps pour réfléchir à la vie de la Cité.

Coup sur coup, sur les rayons des libraires, sont apparues des productions de valeur, qui éclairent les débats chacune à sa manière. Et si le nombre est un gage de vitalité, les tenants du NON sont du bon bord. C'est en effet de ce côté qu'on produit le plus et de meilleure qualité.

Le livre de Ferretti et Miron est appelé à devenir une référence incontournable. Les deux autres ont été écrits à chaud, en quelque sorte. Celui de François Rocher et de ses collègues se veut un plaidoyer implacable à l'endroit du fédéralisme canadien. Le livre des Éditions Saint-Martin apporte des analyses fort pertinentes et appréciées sur l'entente de Charlottetown.

Michel Rioux

MÉDIAS

Cachez-moi cette cassette que je ne saurais entendre

Ainsi donc dans sa grande sagesse, le juge Jacques Dufour n'a interdit de façon permanente que la diffusion de la cassette où deux conseillers de M. Bourassa affirmaient qu'il s'était écrasé lamentablement.

Il autorisait par le fait même la publication de la «transcription illégale» et même sa dramatisation sur les ondes. Bref, le «savant juge», comme on dit dans les Palais de la justice, admettait bien l'invention de l'imprimerie mais continuait de nier celle de la radio.

En fait, il ne faisait que reconnaître l'impuissance des tribunaux face à la dis-

tribution «sauvage» au Québec du contenu de l'imprudente conversation et à sa publication outre-frontière.

C'est, en effet, le sort de toute censure de n'être jamais complètement étanche. De tout temps, les publications interdites ont continué de circuler sous le manteau.

On aurait même pu croire que notre siècle aurait connu la fin de ce péché contre l'esprit tant il a connu d'inventions qui ont rendu la censure de plus en plus illusoire.

Mais il est sans doute

dans l'essence même des pouvoirs d'être d'une vanité sans borne et de croire qu'une loi ou un ordre de Cour peuvent anéantir le progrès technologique.

Le seul effet de la censure, et ce n'est pas rien, c'est de nier tout caractère public à une information. C'est de refuser qu'elle soit connue de tous en un même moment.

Et c'est d'en priver le bon peuple, celui qui n'est pas «branché». C'est de créer une société à deux niveaux où certains, les beaux esprits, les mieux nantis ou les mieux orga-

nisés, ont accès à des secrets et la masse tenue dans une ignorance plus ou moins relative, nourrie de rumeurs, d'allusions, de bribes condescendantes.

Ce partant, la censure est foncièrement anti-démocratique même lorsqu'elle sombre dans le burlesque et l'absurde comme l'affaire Wilhelmy.

La censure est donc méprisante et ceux qui l'appliquent «même légalement» mais toujours de manière illégitime, sont, eux, méprisables.

Jacques Guay

FLASH

PUBLICITÉ:

«GRAND-PAPA
BOUBOU»
SCÈNE 2, PRISE 4...



CINÉMA

Conflits et contrastes

L'indien et la mer. Un film de Maurice Bulbulian, produit par l'ONF. Présenté au cinéma ONF Complexe Guy-Favreau (27 octobre au 11 novembre)

L'indien et la mer nous transporte de l'autre côté des Rocheuses, pendant qu'elles font encore partie de notre pays, pour nous apporter un éclairage nouveau sur le problème autochtone.

En Colombie-Britannique, on retrouve plus de 30 groupes autochtones parlant 28 des 53 dialectes utilisés au Canada. Le saumon y constitue une ressource de premier plan et la pêche joue un rôle central dans la vie des Indiens, conditionnant non seulement les habitudes alimentaires, mais aussi les croyances, les fêtes, les mythes et les cérémonies.

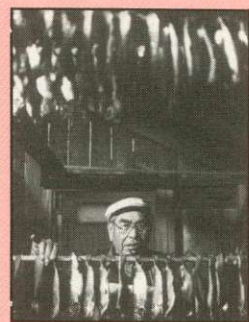
Variations sur un même thème qui nous permettent de voir avec plus de recul le «problème» amérindien.

Conflits et contrastes entre ces Indiens et les Euro-

péens (c'est ainsi qu'ils appellent les Blancs de la Colombie-Britannique). D'un côté le partage, de l'autre la possession. La mère «nature» versus le père «temps». Les Indiens ne sont ni contre la pêche, ni contre la coupe. Ils sont simplement contre la coupe à blanc et la pêche dévastatrice. Ils ont toujours nettoyé les rivières qu'ils utilisaient, celles qui sont maintenant en train de mourir à cause des embâcles. Depuis l'arrivée des Blancs, tout leur est interdit. Aujourd'hui, les Blancs sont inquiets; ils ont inventé l'écologie et les mots savants pour décrire l'environnement... L'Indien, lui, nous indique qu'*«il est juste avant les poissons dans la chaîne alimentaire et que quand les Indiens mourront, les hommes blancs devront comprendre qu'ils seront les prochains»*. Ils ne comprennent pas pourquoi plutôt que de manger cette fantastique nourriture qu'est le saumon Sockeye, on le vend pour s'acheter du McDonald's...

Au-delà du thème connu, ce film nous présente de superbes images de la faune et de la flore. Les images sous-marines sont d'une qualité exceptionnelle qui dépassent Cousteau ou Besson.

Michel Tremblay





Les jeunes protestent, écoutez-les!

«L'ancien ne doit plus nous empêcher de penser le nouveau.»

-Nathalie Valade

-Jean-François Simard

Enfin les jeunes! On les a attendus longtemps, mais enfin ils arrivent, peut-être semble-t-il. Mario Dumont, Nathalie Valade, Jean-François Simard, et nombre d'autres, autant de signes avant-coureurs d'une conscience nouvelle et d'une volonté multiple dont on espère qu'elle trouvera ses expressions et ses véhicules.

Valade et Simard signent pour leur part une intéressante lettre, publiée récemment dans *La Presse*, une dénonciation passionnée du temps présent, de la condition sociale des jeunes, du chômage, de la pauvreté, de la politique politicienne, du mépris de l'environnement, etc. Nouveau refus global, annoncent les auteurs. Refus du défaitisme. Refus de la société actuelle. Refus de l'opportunisme. Et, à travers ces dénonciations, se distinguent notamment la condamnation de l'élite socio-politique en général, mais, entre autres, avec force et insistance, celle des dernières négociations constitutionnelles et de la scandaleuse nullité des résultats.

La lettre est une manifestation de colère contre la société présente et contre ceux qui la dirigent ou prétendent la penser. C'est une protestation généreusement globale en effet.

La crise constitutionnelle : un déclencheur ?

La servilité politicienne du gouvernement Bourassa — l'écrasement, les agenouillements que nous avons vus — paraît avoir mis le com-

ble à l'écoeurement de la jeunesse. Il se peut que l'on puisse un jour dater du ratage de Charlottetown le début du ressaisissement des nouvelles générations. Il y a, dans l'air, des signes comparables à ceux qui prévalaient en 1948 ou en 1950, lors de la publication de *Refus global*, puis du premier numéro de *Cité libre*, ainsi qu'en 1963, au début de la Révolution tranquille, quand parut *Parti pris* pour la première fois.

Le ton de la lettre de Valade et de Simard a quelque chose de caractéristique: c'est le ton du radicalisme, c'est celui des commencements.

«Redécouvrir la passion de la démocratie! crient nos deux auteurs. Nous nous devons de construire une nouvelle solidarité sociale.»

Cette dernière phrase fait écho aux préoccupations de Jacques Grand'Maison, soit dit en passant.

La lettre est aussi une sorte d'avertissement. Que dit cet avertissement? On peut l'entendre comme ceci, pour l'après-référendum du 26: rien ne se fera au Québec sans une problématique sociale plus globale, définissant enfin, dans l'action et la pensée, les situations ac-

tuelles, et reflétant les responsabilités à leurs égard.

L'ébranlement politique causé par les péripéties de Meech et de Charlottetown n'a pas fini de produire des ondes de choc.

La Révolution tranquille a eu lieu parce que le Québec, en 1960,



comme entité socio-politique, comme entité nationale, a bougé, séparément du reste du continent et à la faveur du fait que le Québec tend à exister comme société complète, dont le mouvement est forcément original.

Cela sera même une raison additionnelle de voter NON le 26, car l'entente de Charlottetown, au contraire, tend précisément à noyer cette entité nationale québécoise, cette entité naturellement assez rebelle, au fond.

Nous refusons la soumission, c'est tout.



Le combat des pe-Titans

Le *Globe & Mail* de Toronto ne fait jamais rien à moitié. Il s'est d'ailleurs autoproclamé le quotidien national du Canada, ce qui en dit long sur le sens de l'hyperbole qu'on y cultive.

Le lundi du fatidique débat des chefs, le journal torontois le présentait comme une «bataille de Titans». Voilà qui n'est pas rien!

Les Titans

en effet, quand ils partirent en guerre contre Zeus et autres dieux, provoquèrent tellement de fracas que les montagnes de Thessalie s'en trouvèrent fortement ébranlées. (Pourtant, une vérification faite auprès du Centre de secousses sismiques du Collège Brébeuf révèle que les aiguilles du sismographe sont demeurées au beau fixe entre 21 et 22h30, le 12 octobre...)

Mais si on voulait absolument trouver quelque chose de titanique dans ce débat, il faudrait se rabattre sur l'attitude hiératique de M. Parizeau, tellement engoncé dans des poses figées qu'on arrive à penser que ce ne sont pas des pantalons qu'il enfle le matin, mais plutôt une statue de bronze dans laquelle il se glisse!

Régions vite pour M. Bourassa. Il n'a rien de titanique. Ou peut-être le front, oui, à bien y penser. Il l'a de boeuf, le front. Mais tout de même, ce n'est pas du titanique. Tout au plus du Titanic, pourrait-on dire, après le naufrage de Charlottetown.

Entre quelques-uns des multiples «*J'veux dire*» dont il émaille ses interventions, M. Bourassa est revenu au moins à trois reprises sur un thème dont on sent qu'il veut en faire un argument de poids. Après nous avoir promenés de *Bundesrat* en *länder*, ce dernier soutenait que les notions de souveraineté nationale, de nations, «*nous ramenaient au 19e siècle et étaient de ce fait dépassées*», faisant référence à une époque où il n'y avait pas d'avions, ni de réfrigérateurs ni... de téléphones cellulaires. L'avenir étant bien entendu réservé à un système qui nous permet d'avoir un pied sur les Rocheuses et l'autre chez M. Wells. Air bien connu.

Un livre que vient de publier Anne Légaré, professeur à l'UQAM, pourrait pourtant permettre à notre premier ministre de mettre à jour ses analyses qui, elles aussi, semblent figées dans une autre époque.



GARINOTRE

Cette dernière a interrogé une dizaine de philosophes et de politiques français qui sont d'ardents partisans d'une Europe en construction. On ne peut donc les taxer de crypto-repliés frileux. Que disent-ils, en somme? À peu près ceci. L'idée de souveraineté, loin d'être un concept à ranger aux boules à mites, est au contraire porteuse d'avenir. Plus encore, la nation est appelée à prendre une place prépondérante dans l'édification d'une Europe davantage unifiée.

Maurice Duverger, professeur de science politique fort respecté et lui-même député au Parlement européen, illustre son propos d'une comparaison avec le Québec. «*Le néo-fédéralisme européen est constitué d'États souverains qui correspondent à des nations fortes et distinctes. En l'état actuel, il est impossible d'établir une communauté institutionnelle d'intérêts semblables entre le Québec et le Canada, car on est forcé de constater que le Québec, nation pourtant distincte, ne correspond pas à un État souverain, et n'est donc pas un partenaire qui dispose des attributs de la souveraineté face aux autres partenaires, que ce soit le Canada, le Mexique ou les États-Unis.*»

Un député français, Pierre-André Wiltzer, précise quant à lui que «*tous les systèmes fédéraux dans lesquels il y a plusieurs peuples, plusieurs nations, sont fragiles. En ce moment, ils sont en train de s'effondrer les uns après les autres.*»

Des nationalismes sont haïssables et sont cause de souffrance et de barbarie? C'est vrai. Comme sont haïssables ailleurs des fédéralismes ou autres échafaudages politiques qui, niant la réalité des nations et opprimant les peuples, ont fondé leur pouvoir hégémonique sur leur étranglement, avec la volonté affirmée de les voir disparaître.

Régis Debray, écrivain français qui fut un temps compagnon du Che en Bolivie, écrivait il y a quelques années: «*Assumez les nations et apprenez à vivre avec: sinon, gare à vous. Le retour du refoulé vous sautera à la gorge.*»

M. Bourassa est attardé dans le siècle. Le dix-neuvième.

COLLOQUE DES EMPLOYÉ-ES DE BUREAU

ORGANISÉ PAR LA CSN ET LA FAS

**19, 20, 21
NOVEMBRE 92**

AUBERGE RAMADA INN
PARC OLYMPIQUE MONTRÉAL

